



CUVETTE-OUEST

# La ville d'Ewo connectée au réseau électrique national



Chef-lieu du département de la Cuvette-Ouest, la ville d'Ewo est désormais connectée au réseau électrique national. La mise en service du poste de desserte a été effectuée hier par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, couplée à l'inauguration de la route départementale reliant Ewo à Boundji dans le département de la Cuvette sur 76 km.

Le préfet de la Cuvette-Ouest, Baron Frédéric Bozock a, dans son propos, souhaité l'extension de la connexion aux autres localités et la poursuite du désenclavement du département.

Page 16

*Le chef de l'Etat mettant en service le poste de desserte d'Ewo*

OFFRE DE SANTÉ

## Ouesso à l'identique de Sibiti, Pointe-Noire et Brazzaville



La ville de Ouesso, située au Nord du Congo, s'est dotée d'un hôpital général

moderne inauguré le 24 novembre par le chef de l'Etat. Le chef-lieu du département de la Sangha rejoint sur ce standard les villes de Sibiti, Pointe-Noire et Brazzaville qui disposent du

même type d'établissement sanitaire conformément au programme gouvernemental visant à implanter un hôpital général dans chaque chef-lieu de département.

Page 16

CONFÉRENCE DE L'ONUDI

## Le Congo présent en Arabie saoudite

Le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes, représente le Congo à la 21e conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) qui se tient du 23 au 27 novembre à Riyad en Arabie saoudite sur le thème « Le pouvoir de l'investissement et des partenariats pour accélérer la réalisation des ODD ».

Page 10

PARTENARIAT

## Lever les obstacles de l'entrée des produits africains dans l'UE

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahamoud Ali Youssouf, a appelé l'Union européenne (UE) à lever les obstacles qui pourraient empêcher l'accès des produits africains sur

le marché européen. S'exprimant à l'ouverture du sommet UA-UE à Luanda en Angola, il a plaidé « pour des investissements européens dans le processus de transformation des ressources minérales sur le continent ».

Page 7



ÉDITORIAL

Transition

Brazzaville les pays de la sous-région ont franchi un cap décisif en matière la gouvernance environnementale à travers la mise en place du Réseau pour la recherche sur la transition énergétique en Afrique centrale (ReTEAC). Un instrument sous régional de coopération scientifique et technologique pour la promotion des énergies renouvelables et l'électrification rurale.

Cette initiative conjointe vise à appréhender le passage des énergies fossiles vers des énergies propres et durables, un sujet particulièrement d'actualité dans les débats de la Cop30 à Belém.

En dépit d'énormes ressources naturelles et énergétiques dont elle dispose, la sous-région peine à fournir une énergie de qualité aux ménages et aux entreprises. La plateforme qui vient de voir le jour est donc appelée à relever le défi d'une transition énergétique inclusive basée sur la science avec l'implication des universités et centres de recherche signataires du ReTEAC.

Ces structures visent à accélérer la recherche scientifique pour soulager des millions d'habitants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale en facilitant leur accès à l'énergie. Et le Centre d'excellence d'Oyo d'où est piloté le ReTEAC réunit toutes les conditions pour y parvenir.

Les pays associés ont quasiment les mêmes problèmes à appréhender ainsi cette plateforme a tous les atouts pour devenir un véritable creuset de recherche pour trouver des solutions communes. Mais pour ce faire, ils devront davantage stimuler la collaboration interdisciplinaire, renforcer les compétences pratiques, soutenir l'innovation et le transfert de technologies.

*Les Dépêches de Brazzaville*

RENCONTRE CITOYENNE

Dave Mafoula se préoccupe de la situation des retraités

Le président du parti « Les Souverainistes (LS) », Uphrem Dave Mafoula, qui a échangé le 23 novembre à Brazzaville avec les retraités sur les paiements des pensions, a promis d'adresser une lettre ouverte au chef de l'Etat.

Ils étaient nombreux à avoir répondu à l'appel du jeune opposant Dave Mafoula qui se dit préoccupé par le « calvaire » des retraités, en particulier de ceux qui sont affiliés à la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) accumulant jusqu'à cinquante mois de pensions impayés.

Le président du parti Les Souverainistes a précisé que l'initiative « Mbongui des retraités » a pris corps à l'issue d'un échange avec un retraité qui a vendu sa parcelle pour acheter des médicaments.

« Vous êtes dans une situation grave, il était donc urgent pour nous, acteurs politiques, de parler de cette situation qui doit être au cœur de nos débats aujourd'hui. Nous savons que derrière un retraité, il y a une famille. Lorsqu'un retraité ne perçoit pas sa pension, nous savons toutes les difficultés endurées. La situation des retraités pèse sur toute la société congolaise », a rappelé Dave Mafoula, lançant un cri d'alarme à l'endroit de l'exécutif.

Selon lui, le traitement qui leur est réservé actuellement est révélateur de l'état moral de la nation. Le Parti congolais du travail (PCT) a renoncé, a-t-il assuré, à ses valeurs de parti de gauche. « Nous devons trouver des solutions. Chacun doit retrouver le sens de la responsabilité. Si aujourd'hui, nous ne faisons rien, les actifs revivront la même situation demain. A la fin, je ferai de mon mieux pour écrire une lettre ouverte au président de la République. Ici, nous parlons de dignité, de respect de ceux qui ont travaillé pour le bien de ce pays, ce qu'il est devenu aujourd'hui », a-t-il clamé, précisant que son action n'est pas politique.



Dave Maoula s'adressant aux retraitésAdiac

Selon lui, depuis 2021, année au cours de laquelle il a brigué la magistrature suprême, les problèmes n'ont fait que s'accumuler. Mettant le parti au pouvoir (le PCT) devant sa responsabilité, il a expliqué que le problème des retraités est dû à la non-application des lois, notamment sur l'autonomisation de la retraite. Dave Mafoula s'en est aussi pris à l'exécutif. « La malchance que nous avons c'est d'avoir un gouvernement de bras cassés (...). Nous vivons dans un désordre organisé. Que l'on paie au moins quatre mois avant l'élection présidentielle. Ce serait un geste présidentiel fort, un geste humain », a-t-il plaidé.

**Réinscrire la ligne budgétaire complément retraite**

Outre la situation des pensionnés de la CRF, les participants ont aussi parlé du problème des établissements à budgets de transfert tels que les mairies, le Centre hospitalier universitaire de Brazzaville, le Laboratoire national de santé public

où des agents partent en retraite sans pensions à cause du non-reversement des cotisations par le Trésor public. C'est le cas d'un retraité qui attend toujours sa première pension depuis cinq ans. « J'ai fait valoir des droits à la retraite depuis 2020, mais j'attends toujours ma première pension. J'éprouve de sérieuses difficultés au quotidien avec ma petite famille. Cela fait très mal, je suis en train de souffrir », a-t-il témoigné.

Du côté de la CRF, les retraités réclament la réinscription de la ligne « complément retraite » dans le budget de l'Etat. « Les lois de finances des années 2023 et 2025 ont remplacé la ligne budgétaire complément retraite pour le paiement de la dette sociale, donc arriérages et arriérés de pensions. Mais jusque-là il n'y a rien », a rappelé un autre retraité, demandant l'ouverture d'une information judiciaire à l'encontre des directeurs généraux de la Caisse nationale de sécurité sociale et de la CRF, ainsi que des ministres des Finances et de la Sécurité sociale pour non-application des instructions gouvernementales.

Pour Gérôme Ngoma, l'initiative de Dave Mafoula est à saluer parce que le plus souvent se sont des retraités qui vont vers les autorités. « Nous demandons aux autorités de commencer à intérioriser le principe du gouvernement du peuple par le peuple. Nombreux d'entre nous ont servi l'Etat pendant plus de 30 ans », a-t-il lancé.

Notons que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de « Mbongui Tour », une initiative que le président du parti LS a mis en œuvre depuis quelques années pour aller à l'écoute des citoyens.

*Parfait Wilfried Douniama*

**Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)**  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

**DIRECTION**  
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

**RÉDACTIONS**  
**Direction des rédactions :** Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

**RÉDACTION DE BRAZZAVILLE**  
**Rédaction en chef :** Guy-Gervais Kitina,  
**Rédacteurs en chef délégués :** Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
**Grand reporter :** Nestor N’Gampoula  
**Service Société :** Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
**Service Politique :** Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé  
**Service Économie :** Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
**Service Afrique/Monde :** Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys  
**Service Culture et arts :** Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
**Service Sport :** James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

**LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :**  
**Rédacteur en chef délégué :** Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

**RÉDACTION DE POINTE-NOIRE**  
**Chef d’agence :** Victor Dosseh  
**Rédacteur en chef :** Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

**RÉDACTION DE KINSHASA**  
**Direction de l’Agence :** Ange Pongault  
**Chef d’agence :** Nana Londole  
**Rédacteur en chef :** Jules Tambwe Itagali  
**Coordonnateur :** Alain Diasso  
**Rédaction :** Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

**SECRETARIAT DE REDACTION**  
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
**Chef de service :** Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

**PAO – MAQUETTE**  
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

**INTERNATIONAL**  
**Direction :** Bénédicte de Capèle

**Adjoint à la direction :** Christian Balende  
**Rédaction :** Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

**ADMINISTRATION - FINANCES**  
**Direction :** Kiobi Abira  
**Assistant à la direction :** Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

**PUBLICITÉ ET DIFFUSION**  
**Coordination, Relations publiques :** Mildred Moukenga  
**Chef de service publicité :** Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
**Chef de service diffusion :** Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubélé Ngono

**COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL**  
**Direction :** Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

**LOGISTIQUE ET SECURITE**  
**Direction :** Gérard Ebami Sala  
**Adjoint à la direction :** Elvy Bombete  
**Coordonnateur :**  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

**INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS**  
**Direction :** Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

**Directeur adjoint :** Abdoul Kader Kouyate Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**  
**Responsable :** Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

**MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO**  
**Responsable :** Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

**CENTRE DE REFLEXION SUR L’INTEGRATION REGIONALE**  
**Direction :** Emmanuel Mbengué

**ADIAC**  
Agence d’Information d’Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)

**Président :** Jean-Paul Pigasse  
**Directrice générale :** Bénédicte de Capèle  
**Secrétaire général :** Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l’Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : [contact@inc-sa.com](mailto:contact@inc-sa.com),  
site Internet [www.inc-sa.com](http://www.inc-sa.com)



INDUSTRIALISATION DE L’AFRIQUE

Le Congo engagé à mettre en place des politiques industrielles ambitieuses

La République du Congo reste déterminée à renforcer son développement industriel dans les prochaines années, en commençant par élaborer de nouvelles politiques ambitieuses et adaptées, a souligné le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes, à l’occasion de la Journée de l’industrialisation de l’Afrique célébrée le week-end.

Pour cette édition 2025, l’Afrique met le cap sur l’agenda 2063, une vision partagée par ses Etats, qui prône l’émergence du continent à l’horizon 2063, conformément à la feuille de route adoptée en janvier 2015 à Addis-Abeba, par les chefs d’Etat et de gouvernement de l’Union africaine. Au plan national, le gouvernement a réitéré son engagement de développer le secteur industriel congolais, afin qu’il contribue au développement de son économie. « *Le Congo réaffirme son engagement à mettre en œuvre des politiques industrielles ambitieuses et inclusives, à promouvoir un secteur privé dynamique, à renforcer l’environnement des affaires et à favoriser la création de la valeur ajoutée locale dans les chaînes de production. Il continuera de travailler avec ses partenaires pour célébrer*



Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes

*la transformation industrielle nationale et régionale, conformément aux priorités de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), de l’agenda 2063 et des Objectifs de développement durable (ODD) »,* relève un communiqué de presse du ministère. Le ministère en charge du Développement industriel souligne, par ailleurs, que l’agenda 2063 s’inscrit dans une forte complémentarité avec les ODD des Nations unies. Evoquant la situation en Afrique, le ministre a souligné que la contribution de l’industrie africaine au Produit intérieur brut (PIB) reste encore très faible. Son déficit, a-t-il renchéri, entrave gravement l’émergence de ses économies qui restent jusque-là largement tributaires de l’agriculture, de l’exploitation des matières premières non

transformées et qui offrent peu de valeur ajoutée. « *L’industrie africaine ne génère que 700 dollars américains de PIB par habitant en moyenne, soit trois fois moins qu’en Amérique latine, estimé à 2500 dollars américains, et cinq fois moins qu’en Asie de l’Est, évalué à 3400 dollars. Ses exportations se composent de produits manufacturés de faible technologie et de ressources naturelles non transformées. Lesquelles représentent plus de 80% des exportations de l’Algérie, de l’Angola et du Nigéria »,* a précisé Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes. Au vu de ses retombées positives sur le PIB et la productivité, l’industrialisation s’impose comme une nécessité absolue pour l’Afrique, a martelé le ministre.

Firmin Oyé

ENTRETIEN ROUTIER

La route Komono-Mbila suscite déjà l’admiration

Long d’environ 12 km, le tronçon routier Komono-Mbila, dans le département de la Lékoumou, facilite déjà la circulation des personnes et des biens, au grand bonheur de la population.

Lancés le 31août par le ministre de l’Assainissement urbain, du Développement local et de l’Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, les travaux de réhabilitation et d’aménagement de la route Komono-Mbila sont largement avancés. Confiés à la société Sipam, ces travaux ont consisté, entre autres, à l’aménagement de la plate-forme, au couronnement à la latérite, au compactage et au renforcement des semis. « *Par rapport à la fois dernière, il y a une différence. Actuellement, les véhicules et motos roulent sans problème, sauf que le bulldozer n’est pas passé. Il y a seulement le chargeur et la niveleuse qui ont travaillé la route. Donc, au niveau de la canalisation, ça pose problème, même hier ils ont fait des retouches, mais je parie qu’après leur mission, l’eau a traversé à gauche. S’il y a une grande pluie, l’eau va traverser à gauche »,* a alerté Maurice Ondzibou. Habitant du village Mbila, il est venu faire ses champs au PK. Selon lui, cette route leur permet d’acheminer



les produits correctement, sans problème. « *Tous les jours, nous évacuons facilement nos produits à Komono. Les véhicules quittent Pointe-Noire pour venir recharger la marchandise et repartent le même jour. Ce qui n’était pas chose facile auparavant au regard de l’état de la route. Nous sommes tout à fait satisfaits, nous remercions le ministre chargé de l’Entretien routier*

», a-t-il indiqué, plaidant pour la poursuite des travaux jusqu’à la frontière du Gabon pour faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays. Le directeur départemental de l’entretien routier de la Lékoumou, Marcellin Missengué Nkombo, a certifié que ces travaux sont réalisés selon les normes d’art. Interrogé sur la durabilité de l’ouvrage, il a rappelé que la durée d’une route

route disposant des ouvrages en béton armé et longtemps négligée est revenue aujourd’hui praticable grâce à son aménagement par le ministre de l’Assainissement urbain, du Développement local et de l’Entretien routier. « *Nous saluons le dynamisme du ministre dans la réhabilitation de ces 12 km. La population qui empruntait cette voie en amont a trouvé déjà un bon résultat parce qu’à l’époque, on ne pouvait pas rouler à 80 à l’heure. Actuellement on peut rouler à cette vitesse, cela veut dire qu’il y a un petit soulagement. Le problème est de ne pas s’arrêter juste à Mbila, nous avons des villages aux alentours tels que Makaga, Mitoko I et Mitoko II jusqu’à Vouka, Douakani, Kingani pour atteindre Lefoutou. Donc ces gens-là sont encore dans les difficultés. Le souhait est de prolonger la même opération jusqu’à Lefoutou pour faciliter la circulation au niveau de ces 7 ou 8 villages »,* a souhaité Marcellin Missengué Nkombo.

Parfait Wilfried Douniama



CODE FORESTIER

Intégrer les femmes dans le processus des réformes

L'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) a organisé à Brazzaville, en collaboration avec le Réseau des femmes pour le développement durable (Refadd), un atelier d'analyse du projet de textes du Code forestier portant sur l'accès à l'information forestière.

Selon les organisateurs, l'accès à l'information forestière constitue l'une des innovations abordées dans le code forestier dont le Congo s'est doté en 2020 pour renforcer la gouvernance des ressources forestières. Cependant, cette loi ne précisait pas clairement les conditions pratiques pour que ce texte soit effectivement appliqué. C'est dans cette optique qu'un bureau d'études, expert dans la gestion des ressources naturelles en milieu tropical avait été recruté pour élaborer l'ensemble des textes d'application qui devraient figurer dans ce code forestier.

La tenue de cet atelier a été une occasion pour l'OCDH et le Refadd de s'impliquer dans la stratégie des organisations de la société civile, partie prenante du Groupe de travail multi acteur (Gtma) afin d'analyser les projets de textes produits par le cabi-



net d'études. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme Forêt gouvernance marché et climat, sous financement du FCDO (Foreign,

Commonwealth & Development Office). Cet atelier visait principalement à favoriser l'amélioration de la gouvernance forestière en renforçant la

La photo de famille des participants/Adiac participation des femmes dans le processus des réformes en cours dans le secteur forestier. « Il s'agit pour les participants d'identifier les faiblesses du draft

de textes sur l'accès à l'information proposé par ce cabinet, d'identifier les priorités du Refadd dans ce processus et de faire des recommandations dans ce domaine », a déclaré Marie Odette Itango, représentante du Refadd.

Pour Laurence Soh, facilitatrice de gouvernance forestière, on ne peut parler de participation sans l'accès à l'information. « C'est l'accès à l'information qui permet de défendre ces intérêts, de saisir les opportunités de recours qui peuvent exister pour se faire entendre. Les informations forestières sont importantes pour la promotion, la défense de vos intérêts. Ne pensez pas seulement aux femmes urbaines, pensez aux femmes des zones rurales qui dépendent des ressources forestières pour tous leurs besoins, quels qu'ils soient », a-t-elle signifié.

Parfait Wilfried Douniama

AMBASSADE  
DE FRANCE  
AU CONGO

Liberté  
Égalité  
Fraternité

EXPERTISE  
FRANCE  
GROUPE AFD

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Projet CFRAD-ICC (Réhabilitation du Centre de Formation et de Recherche en Art Dramatique), Brazzaville, République du Congo

Equipements son et lumière de la salle de spectacle du CFRAD (Centre de Formation et de Recherche en Art Dramatique)

Synthèse de l'appel d'offres	
Pays	République du Congo
Ville	BRAZZAVILLE
Projet	CFRAD-ICC
Financement	Ambassade de France en République du Congo
Bénéficiaire	Ministère de l'Industrie Culturelle, Touristique, Artistique et des Loisirs (MICTAL) – République du Congo
Mise en œuvre	Expertise France
Nature du marché	Fournitures
Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
Législation	Française
Date de clôture	15/12/2025 à 12h00 (heure de Paris)

Documents du marché (DCE) à télécharger sur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2897712&orgAcronyme=s2d>

Dans le cadre de la dématérialisation des achats, Expertise France lance cet appel d'offres via la Plateforme des Achats de l'Etat « PLACE ».

Pour soumissionner à cet appel à projet :

- Cliquer sur le lien ci-dessus pour inscrire votre entreprise sur la plateforme, en renseignant toutes les informations demandées (cliquer sur le bouton se connecter en haut de l'écran à votre droite, ensuite cliquer sur m'inscrire) ;
- Télécharger le dossier de consultation. Pour toutes demandes d'assistance, prière de contacter, tous les jours ouvrés de 10h00 à 19h00 heure de Paris : 00 33 9 72 37 01 30

Pour tout renseignement sur la procédure

Contacter : [berthe.samba@expertisefrance.fr](mailto:berthe.samba@expertisefrance.fr)

VISITEZ LE  
MUSÉE-GALERIE  
DU BASSIN DU CONGO

L'ART  
dans toutes ses  
expressions de la  
TRADITION  
MODERNITÉ

Expositions  
et projections :

- ✓ Sculptures
- ✓ Peintures
- ✓ Céramiques
- ✓ Musique

Horaires  
d'ouvertures :  
Du Lundi au  
Vendredi : 9H-17H  
Samedi : 9H-13H

Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo



35<sup>e</sup> JOURNÉE AFRICAINE DE LA STATISTIQUE

## Innover pour une gouvernance plus efficace

Le Congo a célébré en différé, le 21 novembre, à Brazzaville la 35<sup>e</sup> Journée africaine de la statistique (JAS), sous l'égide du Centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP), avec l'appui du ministère de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale et du ministère de l'Enseignement supérieur.

Placée sur le thème « Tirer parti des innovations en matière de données et de statistiques afin de promouvoir une société juste, pacifique, inclusive et prospère », cette édition a réuni entre autres professionnels de la statistique, démographie, planification, économie, développement et technologies, étudiants du CNFSDP, diplômés du CASP, représentants d'institutions, partenaires et société civile en vue de mettre en lumière le rôle stratégique des données dans la gouvernance moderne.

Dans son allocution d'ouverture, le directeur général du CNFSDP, Johs Stephen Yoka Ikombo, a insisté sur l'urgence d'une transformation statistique profonde. « *Tirer parti des innovations n'est pas un simple slogan. C'est un appel à l'action. Les chiffres représentent des vies humaines, des espoirs brisés et des potentiels inexploités* », a-t-il déclaré.

Évoquant les réformes engagées par le gouvernement sous l'impulsion du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, il a rappelé l'adoption de la nouvelle loi sur la statistique officielle et la modernisation de l'appareil de production des données. Pour lui, « l'innovation est notre plus belle opportunité », citant l'intelligence artificielle, les données géospatiales ou encore la collecte mobile comme leviers essentiels pour produire des statistiques « plus rapides, moins coûteuses et plus précises ».



Photo de famille à l'occasion de la célébration de la 35<sup>e</sup> journée afro de la statistique à Brazzaville/Adiac

#### Quatre panels pour penser l'avenir du système statistique

La rencontre a été rythmée par quatre panels qui ont permis d'explorer les enjeux essentiels du système statistique congolais. Le premier a montré comment la statistique renforce la gouvernance. Dieu-Merci Emeriand Kibangou, directeur général de l'Agence congolaise pour la création des entreprises, a expliqué qu'un système d'information structuré offre aux décideurs des données en temps réel, tandis que Lazare Lembion-Legangui, directeur général Assurances Générales du Congo-Vie, a rappelé que « gouverner par la don-

née, c'est gouverner avec les faits ». Un second panel a souligné l'importance du suivi-évaluation pour ajuster efficacement les politiques publiques. Pour Cédric Mounene Maboundou, conseiller en suivi et évaluation au ministère de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale, a affirmé que « sans données, pas de gouvernance performante ».

Un autre échange a mis en avant la nécessité de développer les compétences nationales en matière de production et d'analyse des données. Enfin, les experts de l'Agence de régulation des postes et des

communications électroniques, de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information et du CNFSDP ont montré comment l'innovation numérique et la cybersécurité soutiennent la modernisation du système statistique.

#### Présentation du rapport sur la perception de la digitalisation des services publics

L'un des moments forts de la journée : la présentation à travers un document des résultats d'une enquête menée par le CNFSDP auprès de 1125 ménages dans 75 quartiers de Brazzaville. Elle révèle que 72,2 %

des habitants soutiennent la digitalisation des services publics, mais seuls 24,1 % ont déjà effectué une démarche en ligne, faute de maîtrise des outils (41,9 %).

Les défis prioritaires identifiés sont la sensibilisation (63,25 %), l'amélioration de la connexion Internet (33,29 %) et la formation numérique (32,37 %). Les secteurs jugés prioritaires à digitaliser sont la santé (67,7 %), les services municipaux (41,2 %) et l'éducation (39,7 %). Les inquiétudes portent sur la perte de données, la connexion instable et les cyberattaques.

Merveille Jessica Atipo

## MADINGOU

## Un Congolais condamné à deux ans de prison pour trafic d'un bébé chimpanzé

Le trafiquant de la faune, Fulgence Claver Ntondele Moukoko, va s'acquitter de deux cent mille FCFA d'une amende pour trafic d'un bébé chimpanzé vivant et versera à l'Etat congolais un million de FCFA au titre de dommages-intérêts au terme de sa condamnation, le 20 novembre, par le Tribunal de grande instance de Madingou, dans le département de la Bouenza.

Outre les sommes d'argent exorbitantes à payer, le condamné âgé de plus de quarante ans va encore purger deux ans de prison ferme. Il avait été interpellé le 28 octobre 2025 à Nkayi, dans le département de la Bouenza.

De nationalité congolaise, Fulgence Claver Ntondele Moukoko détenait de manière illégale un bébé chimpanzé vivant, une espèce animale intégralement protégée par la loi. Selon la justice, plusieurs griefs pesaient sur lui, entre autres : délit de détention, circulation et tentative de commercialisation d'un bébé chimpanzé vivant.

La loi n°37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées dispose en son article 27: « L'importation,



l'exportation, la détention et le transit sur le territoire national des espèces intégralement protégées, ainsi que de leurs trophées sont strictement interdits ; sauf dérogation spé-

ciale de l'administration des eaux et forêts pour les besoins de la recherche scientifique ou à des fins de reproduction ».

L'interpellation de ce délin-

quant faunique avait été réalisée par les agents de la région de gendarmerie de la Bouenza en poste à Nkayi et à Madingou en collaboration avec les agents de la direction

départementale de l'Économie forestière, avec l'appui du Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage. Une source fiable à ce dossier affirme que le délinquant faunique revenait de Madingou avec ce chimpanzé vivant dans l'objectif de le vendre à Nkayi. L'animal avait été capturé dans l'une des forêts du village du district de Kindamba, dans le département du Pool.

Actuellement, le bébé chimpanzé saisi par les autorités compétentes est confié à l'équipe de l'Institut Jane Goodall basé dans le sanctuaire de Tchimpounga dans le département du Kouilou. A ce jour, l'espèce reçoit des soins appropriés avant de retrouver sa liberté dans la nature.

Fortuné Ibara



ECOLIA

# Un accompagnement scolaire de proximité pour une école en crise

Dans un contexte marqué par les préoccupations croissantes des parents face au niveau scolaire de leurs enfants, une initiative locale retient l'attention à Brazzaville. Il s'agit d'Ecolia, une structure d'accompagnement scolaire qui propose un encadrement personnalisé destiné aux élèves rencontrant des difficultés d'apprentissage.

Depuis son installation, Ecolia cherche à offrir une alternative pédagogique de proximité, capable de répondre aux lacunes constatées dans le parcours scolaire de nombreux enfants. Selon les observations de son promoteur, Salomon Yannick Boundzou, appuyé par une équipe pédagogique jeune et engagée, un nombre considérable d'élèves affiche aujourd'hui des faiblesses en lecture, compréhension et mathématiques. Ces difficultés, longtemps considérées comme ponctuelles, se révèlent plus profondes et plus étendues qu'il n'y paraît. Elles touchent non seulement les élèves les plus fragiles, mais également ceux qui, en apparence, suivent correctement leurs cours. Ce constat, récurrent dans plusieurs établissements, illustre ce que les responsables d'Ecolia qualifient de "crise silencieuse" du système éducatif congolais.

Face à cette réalité, Ecolia se positionne comme un espace d'apprentissage complémentaire misant sur une approche pédagogique bienveillante, un suivi rapproché et une disponibilité adaptée au rythme de chaque enfant. Les encadreurs reçoivent les élèves dans un cadre apaisant, où l'erreur n'est pas stigmatisée mais utilisée comme un outil



Les responsables d'Ecolia/Adiac

d'amélioration. Ils travaillent à renforcer les compétences fondamentales, tout en aidant les élèves à structurer leurs révisions, à mieux comprendre les cours et à acquérir des stratégies de travail durables. L'objectif dépasse la simple progression scolaire : il s'agit de restaurer la confiance en soi souvent érodée par les échecs répétés et d'offrir à chacun un accompagnement sur mesure qui conduit à l'excellence et à

l'épanouissement personnel. Pour le promoteur d'Ecolia, cette dimension psychologique et affective est indissociable de la réussite éducative. C'est pourquoi l'implication des parents représente un pilier essentiel pour son fonctionnement. La structure s'efforce de créer un lien constant entre l'enfant, l'encadreur et la famille, convaincue que la cohérence entre ces acteurs renforce les chances de réussite. Le blog

éducatif animé par Ecolia s'inscrit dans cette logique : il diffuse réflexions, conseils et analyses destinés à sensibiliser les parents et à encourager une prise de conscience collective autour des enjeux éducatifs actuels.

Entouré de jeunes enseignants qualifiés, Ecolia propose ainsi des cours particuliers conformes aux programmes français et congolais, du primaire au lycée, avec un système éducatif

particulier reposant sur cinq piliers essentiels qui transforment la progression, à savoir l'écoute active, une méthode claire adaptée à l'enfant, un encadrement sur mesure au besoin de l'élève, un gain de temps et une assurance pour les parents concernant les devoirs et une priorité psychologique pour l'enfant à reprendre confiance en soi. Malgré son développement progressif, Ecolia doit faire face à des défis importants, elle entend, de ce fait, consolider ses ressources, élargir son équipe d'intervenants qualifiés et étendre son action à d'autres quartiers de la capitale. La structure demeure résolue à poursuivre son engagement auprès des élèves, convaincue que des initiatives locales peuvent contribuer à redynamiser l'apprentissage au Congo. Le centre Ecolia invite, par ailleurs, les parents d'élèves et enseignants à rejoindre cette dynamique pour redonner à chaque enfant les moyens de réussir.

Cette démarche, qui s'inscrit dans une vision citoyenne et éducative, prend tout son sens pour cette structure créée en 2022 et située au Plateau des 15 ans à Brazzaville, avec l'ambition d'accompagner durablement la jeunesse congolaise vers la réussite.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

IARPA

# Céphas Germain Ewangui élevé au grade de docteur honoris causa

Le secrétaire permanent du Conseil consultatif de la société civile et des organisations non gouvernementales (CCSC-ONG), Céphas Germain Ewangui, a été élevé au grade de docteur honoris causa par l'Institut africain de recherche pluridisciplinaire appliquée (Iarpa).

Ce titre honorifique lui a été décerné à l'issue d'un colloque scientifique international sur le thème « Innovation et développement durable en Afrique : perspectives pluridisciplinaires », organisé les 18 et 19 novembre à Dakar au Sénégal. Cette gratification à l'endroit de Céphas Germain Ewangui « est un témoignage vivant et de reconnaissance pour son parcours jugé exceptionnel au sein de la société civile congolaise qu'il a énormément contribué à donner corps ».

Elle a une portée symbolique pour le secrétaire permanent du CCSC-ONG car cette distinction constitue l'une des plus grandes reconnaissances que cette institution décerne à des personnalités dont la trajectoire, les réalisations et le rayonnement ont enrichi les sphères scien-

tifiques, culturelles, sociales ou humanitaires. Il a, ainsi, reçu la distinction « après un suivi méticuleux et rigoureux », devenant ainsi l'un des rares acteurs de la société civile à recevoir ce titre en Afrique.

Une distinction qui rappelle, par ailleurs, un parcours élo-

gieux et mérité pour son dévouement à la cause sociale au Congo et à l'international. Président dès 1991 d'une des premières organisations non gouvernementales, reconnu par les agences des Nations unies, il est aussi précurseur de plusieurs plateformes de la société civile, entre autres,

le Réseau national des associations de lutte contre le sida, la Fédération congolaise des droits de l'homme et la coordination des réseaux et associations de la société civile pour la gouvernance démocratique et électorale. À travers ces expériences, il a participé en tant qu'observateur à plusieurs élections en Afrique. Céphas Germain Ewangui est auteur à ce jour de deux ouvrages, à savoir « L'observation et la surveillance des élections » et « Démocratie et Élection en Afrique, les défis ».

J.P.M-S.

«...Un témoignage vivant et de reconnaissance pour son parcours jugé exceptionnel au sein de la société civile congolaise qu'il a énormément contribué à donner corps ».



PARTENARIAT

Lever les obstacles de l'entrée des produits africains dans l'UE

L'Union africaine (UA) a désigné la paix, la stabilité et la sécurité comme priorités essentielles pour le développement du continent. C'est ce qu'a affirmé le président de l'UA et de l'Angola, Joao Lourenço, à l'ouverture du 7e sommet UA - UE, qui se tient à Luanda, la capitale angolaise.

«La paix, la stabilité et la sécurité constituent les priorités pour le développement de notre continent», a déclaré Joao Lourenço, dans un discours retransmis par l'agence Angop. «Nous sommes convaincus que ces conditions sont indispensables pour accélérer l'intégration économique, renforcer les droits et les opportunités des femmes et des jeunes, accroître la résilience face au changement climatique et réussir la transition énergétique». Pour atteindre ces objectifs, a-t-il ajouté, «la voix de l'Afrique doit être entendue» sur la scène internationale. Le continent doit également participer activement à la réforme des principales institutions internationales.

Le président de l'UA a par ailleurs souligné l'aggravation des problèmes mondiaux alimentaires, énergétiques et humanitaires, qui entraînent une hausse des flux migratoires et du chômage. Selon lui, la réponse à ces défis passe par le développement de relations équilibrées et mutuellement avantageuses entre l'Afrique et l'Europe.

Tass

EUROPE-AFRIQUE

La fin du face-à-face, l'entrée dans le rapport de force

En quête d'autonomie stratégique, l'Union européenne (UE) doit composer avec une Afrique plus exigeante.

À l'heure où les rapports de puissance se redéfinissent à l'échelle mondiale, l'Afrique s'impose comme un pivot géostratégique incontournable pour l'UE. Réunis à Luanda pour un sommet décisif, dirigeants africains et européens entendent dépasser un partenariat historiquement asymétrique et poser les bases d'une coopération plus pragmatique, fondée sur les intérêts mutuels et des engagements concrets. La compétition mondiale sur le continent joue un rôle structurant dans ce réalignement. Chine, États-Unis, Russie, Inde ou pays du Golfe y déploient des stratégies d'influence agressives, remodelant les équilibres traditionnels. Pékin, premier partenaire commercial du continent, poursuit ses investissements massifs dans les infrastructures et les énergies renouvelables ; Washington accélère son retour avec des financements structurants, à l'image du corridor du Lobito ; Moscou renforce ses positions sécuritaires dans plusieurs États fragiles. Dans ce paysage saturé, l'Europe n'est plus un partenaire par défaut : elle doit prouver sa valeur.

L'UE dispose toutefois d'atouts solides. Premier partenaire com-

mercial de l'Afrique, premier investisseur direct, premier soutien au financement du développement, elle bénéficie d'une proximité géographique, de liens humains et d'une longue tradition de coopération. Les outils ont également évolué : la stratégie Global Gateway - dotée d'une enveloppe de 150 milliards d'euros pour l'Afrique d'ici 2030 -, l'IVCICI et les financements de la Banque européenne d'investissement témoignent d'une volonté de passer de la simple aide au développement à une approche plus stratégique. Sur le terrain économique, l'Afrique représente un marché en pleine expansion. Sa croissance, projetée à plus de 4 % en 2025, et son potentiel démographique renforcent son poids dans les chaînes de valeur globales. Les minerais critiques, essentiels à la transition énergétique européenne, constituent un enjeu géo-économique central : cobalt congolais, platine sud-africain, manganèse gabonais ou tantale rwandais sont désormais au cœur de la sécurité industrielle de l'UE. Mais face aux restrictions croissantes à l'exportation adoptées par plusieurs pays africains, Bruxelles doit composer

avec un partenaire plus assertif, déterminé à capter davantage de valeur ajoutée localement.

Le sommet de Luanda illustre cette maturité nouvelle. Les discussions porteront sur les transitions énergétique et numérique, la sécurisation des approvisionnements, la mobilité, mais aussi sur les crises sécuritaires en Ukraine, au Sahel ou au Soudan. L'immigration irrégulière demeure un enjeu sensible, mais les deux parties cherchent à dépasser une logique strictement sécuritaire pour aborder les causes profondes : instabilité, manque d'opportunités économiques et faiblesse des infrastructures. Pour l'Europe, la crédibilité se jouera désormais sur la capacité à délivrer : financer des infrastructures, soutenir l'industrialisation africaine, faciliter le commerce intracontinental et créer des chaînes de valeur partagées. Pour l'Afrique, l'enjeu est de consolider un partenariat qui renforce sa souveraineté économique, énergétique et technologique. Dans un environnement mondial plus fragmenté, l'Afrique n'est plus un terrain d'influence mais un acteur stratégique. Et l'UE, si elle veut rester en pole position, devra continuer à ajuster sa posture : moins de discours, davantage de résultats.

Noël Ndong

DISTINCTION

Armel Sylvère Dongou fait docteur honoris causa

L'Institut africain de recherche pluridisciplinaire appliquée a décerné à l'expert financier et écrivain congolais, Armel Silvère Dongou, la distinction de docteur honoris causa lors d'une cérémonie organisée à Dakar au Sénégal.

Le titre de docteur honoris causa, qui vient d'être décerné à Armel Silvère Dongou, est le couronnement de sa contribution dans différents domaines stratégiques de développement. Aussi est-il l'aboutissement d'un parcours nourri de contribution des mentors inspirants, des rencontres diverses et variées, des collaborations fructueuses ayant contribué à améliorer la qualité du travail du récipiendaire honoré. «Recevoir un doctorat honoris causa est un honneur. Surtout, un appel à la continuité du travail que j'ai commencé à réaliser depuis toujours », a-t-il indiqué sous le prisme d'une reconnaissance partagée avec ceux qui l'ont accompagné.

Ce doctorat honoris causa récompense également l'engagement d'Armel Silvère Dongou en faveur de la valorisation des compétences, du capital humain. Tout comme sa contribution à créer des passerelles entre les institutions au profit de l'écosystème africain de formation et de recherche dans



Armel Sylvère Dongou obtient le grade de docteur honoris causa/DR

son domaine : les finances. C'est ainsi qu'en la matière, il propose des solutions adaptées aux défis du continent notamment dans ses ouvrages.

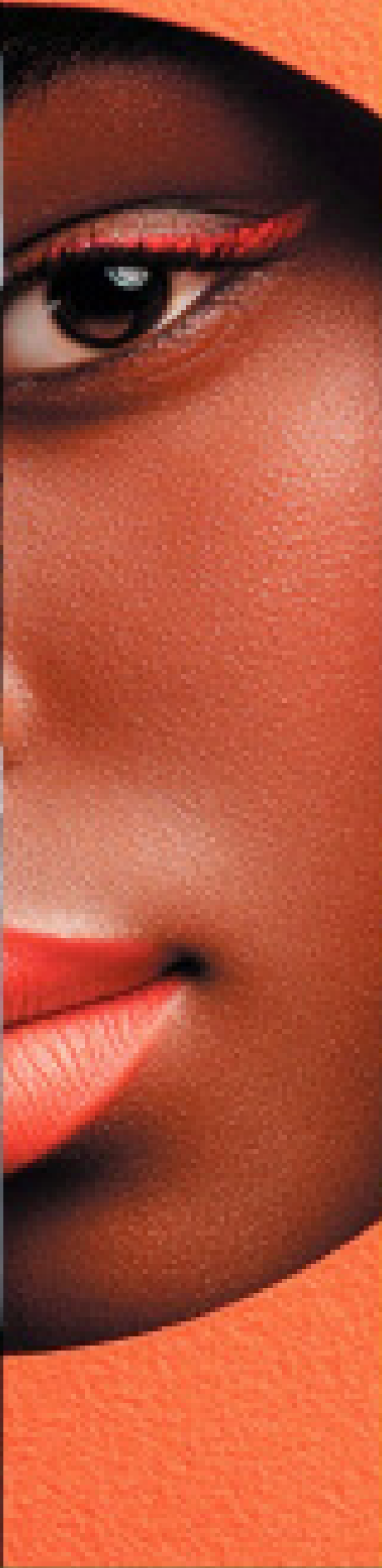
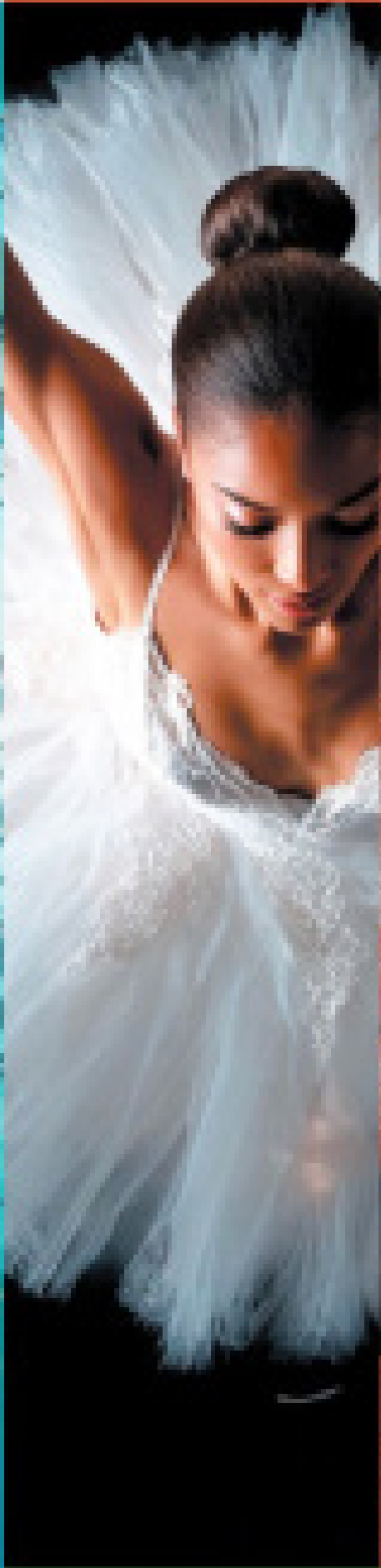
Armel Silvère Dongou n'en est pas à sa première distinction. Il a été élevé en 2025 au rang de Grand Maître de l'Ordre national du mérite congolais. Par ailleurs, l'expert financier et écrivain a plusieurs publications techniques et littéraires à son arc, entre autres : « Pratique de gestion de la trésorerie : cas du Trésor public » ; « À la croisée des chemins », roman paru cette année.

Le nouveau docteur honoris causa promet de poursuivre son œuvre au service de l'innovation, du progrès et de la transformation durable. « Cette distinction ne veut pas dire que je dois m'arrêter là. Je dois plutôt continuer pour inspirer cette génération de professionnels, étudiants et chercheurs dont nous sommes les porte-étendards. Il est question de toujours travailler pour aller plus loin », a-t-il souligné.

Rominique Makaya

**TV5**  
**MO N D E**

**ON N'EN A JAMAIS FAIT LE TOUR**





## PROCESSUS DE PAIX DANS LES GRANDS LACS

## L'émissaire de l'ONU chez Denis Sassou N'Guesso

Le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, a reçu à Brazzaville, le 22 novembre, l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies (ONU) pour la région des Grands Lacs, Huang Xia. Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique de coordination des initiatives de paix dans la région, où la situation à l'est de la République démocratique du Congo demeure particulièrement préoccupante.

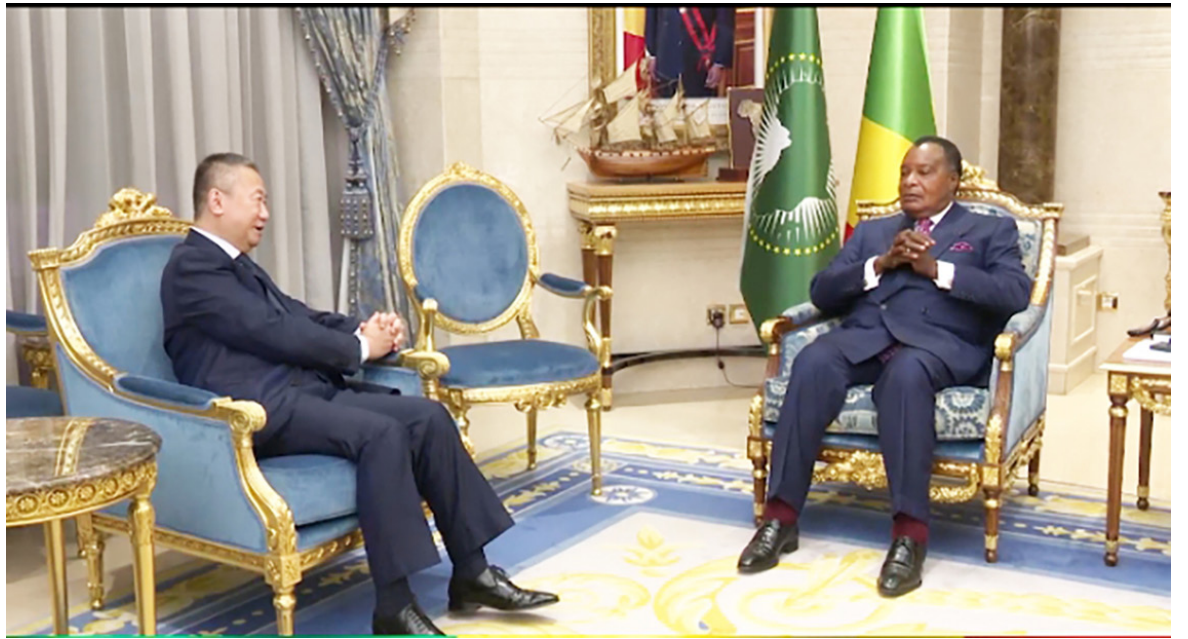
Une semaine après avoir participé au neuvième sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (Cirgl), le 15 novembre à Kinshasa, Denis Sassou N'Guesso et Huang Xia ont fait le tour de la situation sécuritaire dans la région. Pour le diplomate onusien, la crise sécuritaire dans les Grands Lacs nécessite des solutions durables qui ne peuvent émerger qu'à travers un engagement accru des pays africains eux-mêmes.

« C'est un événement très important. Parce que définitivement, il revient aux pays de la région des Grands Lacs de gérer leurs propres problèmes et de trouver des solutions adaptées aux réalités du terrain

», a-t-il déclaré à l'issue de l'entretien, soulignant la nécessité d'un leadership régional renforcé.

Au centre des préoccupations figure le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo, théâtre de violences récurrentes. Deux démarches parallèles tentent actuellement de ramener le calme, notamment le processus de Doha et celui de Washington. L'heure est venue de renforcer la cohérence entre ces initiatives, estime Huang Xia, en tenant compte des avancées obtenues par l'Union africaine et les dispositifs régionaux.

« Le processus de Washington repose sur les acquis des processus africains, notamment celui de Luanda.



Le tête-à-tête entre Denis Sassou N'Guesso et Huang Xia

On y voit une réelle complémentarité. Aujourd'hui, il est temps de valoriser davantage la synergie entre les efforts africains et ceux de la communauté internationale », a-t-il insisté.

Lors du sommet de la Cirgl à Kinshasa, les dirigeants avaient déjà plaidé pour une intensification de la diplomatie afin d'enrayer les cycles de conflits qui secouent cette région stratégique du

continent. Un message que l'envoyé spécial de l'ONU, ancien ambassadeur de Chine au Congo, est venu redire avec force à Brazzaville.

**Fiacre Kombo**

46<sup>e</sup> CMF

## Renforcer l'engagement politique

Réunis les 19 et 20 novembre à Kigali au Rwanda à l'occasion de la 46<sup>e</sup> Conférence ministérielle de la francophonie (CMF) autour d'un thème essentiel : « 30 ans après Beijing : la contribution des femmes dans l'espace francophone », les participants ont, entre autres, insisté sur la nécessité de renforcer l'engagement politique pour atteindre une véritable égalité homme/femme au sein de l'espace francophone.

Le Congo a été représenté à cette conférence annuelle par le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso. La rencontre de Kigali a été, en effet, une occasion de saluer la contribution des femmes dans les domaines tels que la finance climatique, l'intelligence artificielle, l'immunologie et les arts, dans l'espace francophone, 30 ans après la Conférence de Beijing. Dans une dynamique qui vise l'accélération des politiques de parité, l'élimination des discriminations structurelles et la valorisation des progrès engrangés par les femmes, de nombreux pays ont été pris pour exemple grâce à leurs efforts consentis dans la scolarisation des filles.

Au nombre des femmes citées comme modèles pour leur parcours inspirant figure la scientifique congolaise Francine Ntouni dont l'apport considérable dans la recherche et la lutte contre les maladies en Afrique a été salué. « A Kigali, la Conférence ministérielle a salué les progrès spectaculaires accomplis en matière d'autonomisation de la femme, depuis le



Les participants/DR

forum historique de Beijing où le leitmotiv avait été ce combat pour l'égalité homme-femme que nous avons inscrit en lettres d'or dans notre Constitution. Notre compatriote Francine Ntouni a été citée comme l'un des parangons de l'émancipation de la femme en Afrique et dans le monde, l'un des modèles inspirants de la réussite féminine. C'est évidemment un sujet de fierté pour nous qui étions dans la salle », a salué Jean-Claude Gakosso au terme de la Conférence.

## Le Congo fidèle à ses engagements

La CMF est l'une des trois instances instituées par la Charte de la Francophonie, aux côtés du Sommet de la Francophonie et du Conseil permanent de la Francophonie. Dans la continuité politique du Sommet, elle joue un rôle essentiel en assurant le suivi des décisions prises tout en préparant les prochaines rencontres. C'est ainsi qu'une série de décisions politiques et financières ont été adoptées à Kigali, parmi lesquelles l'ouverture de la période de dépôt des candidatures pour l'élection du secrétaire général pour

le mandat 2027-2030, dont la date limite est fixée au 15 mai 2026, ainsi que le prochain sommet qui se tiendra les 15 et 16 novembre 2026 au Cambodge, autour de la paix comme vecteur de développement durable. « Les ministres des Affaires étrangères ont acté la date du prochain sommet à la fin de l'année prochaine au Cambodge. Vous savez que le Cambodge, le Vietnam sont également des pays francophones », a poursuivi le chef de la diplomatie congolaise.

Se réunissant une fois par an, la

CMF a, entre autres missions, de fixer les grandes priorités de la Francophonie, d'adopter le budget annuel et les rapports financiers de l'OIF, de répartir le Fonds multilatéral unique, principal outil de financement des programmes de coopération francophone. Elle discute aussi des thématiques majeures telles que la participation des États francophones aux opérations de maintien de la paix ou encore la promotion de la diversité culturelle et linguistique.

Défenseur du multilatéralisme, la République du Congo a toujours participé à ce genre de rencontres afin de faire entendre sa voix. « Tout le monde voit les coups de boutoirs qui sont assésés sur le multilatéralisme depuis quelques années. Heureusement, au sein de l'espace francophone, il y a encore le respect mutuel, il y a encore la tolérance réciproque et notre pays est fidèle à ses engagements. Cela lui vaut respect et considération de la part de ses partenaires au sein de ce cénacle francophone », a conclu le ministre congolais.

**Parfait Wilfried Douniama**



21<sup>e</sup> CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ONUDI

# Le Congo présent en Arabie saoudite

La ville de Riyad, en Arabie saoudite, abrite du 23 au 27 novembre la 21<sup>e</sup> conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi). Le Congo y prend une part active avec une forte délégation conduite par le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes.

La 21<sup>e</sup> conférence générale de l'Onudi se tient sur le thème « Le pouvoir de l'investissement et des partenariats pour accélérer la réalisation des ODD ». Les assises réunissent les pays membres de l'Onudi, les institutions de développement, les investisseurs internationaux et les acteurs majeurs de la transformation industrielle.

Mandaté par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé profitera de l'occasion pour mener des négociations et acter les documents juri-



Le ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes en Arabie saoudite/DR

diques afférents à la rencontre.

Lors des panels thématiques qui seront développés par des experts, An-

toine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes présentera à l'assemblée la vision industrielle du Congo, les priorités nationales en ma-

tière d'industrialisation, les projets structurants en cours d'exécution dans le pays ainsi que les opportunités d'investissements

qu'offre le Congo.

La transformation industrielle étant considérée parmi les secteurs stratégiques du développement économique du Congo inscrit dans le Programme national de développement (PND) 2022-2026, la participation du Congo à cette conférence générale est décisive.

Elle traduit la volonté du gouvernement de renforcer la coopération avec l'Onudi, d'accélérer la transformation industrielle nationale et de mobiliser davantage de partenaires en faveur du développement du secteur privé afin de booster ledit secteur.

**Firmin Oyé**

## COP30

## Plaidoyer pour un financement équitable en faveur des peuples autochtones

En marge de la Cop30 à Belém, au Brésil, la ministre congolaise de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, a défendu le rôle central des peuples autochtones et des communautés locales (CLPA) dans la gestion durable des forêts. Elle a souligné que les pays du Bassin du Congo, comme l'ensemble des grands bassins forestiers tropicaux, font face à un double défi de la préservation des écosystèmes et du développement socio-économique.

La ministre Rosalie Matondo a rappelé les efforts du Congo pour renforcer la coopération internationale, notamment à travers l'organisation des Sommets des trois bassins forestiers tropicaux (Congo, Amazonie, Indonésie), ainsi que par la modernisation de son cadre juridique forestier. Le pays mise notamment sur l'intégration du Consentement libre, informé et préalable, la transformation plus poussée du bois au niveau local, les mécanismes REDD+ ou encore les Paiements pour services environnementaux, pour poursuivre sa politique en matière de gestion forestière et de soutien aux CLPA.

Elle a salué l'initiative Tropical Forests Forever Facility (TFFF), estimant qu'elle offre une chance réelle de valoriser les efforts de conservation des pays forestiers et d'encourager l'afforestation et le reboisement.

La ministre a également rappelé la portée historique de la résolution onusienne A/79/L.64 portée par le Congo, proclamant la Décennie des Nations unies pour le boisement et le reboisement (2027-2036). « La République

du Congo, fidèle à son engagement climatique, se déploie non seulement à sauvegarder les 23,5 millions de sa superficie forestière, représentant 69% de son territoire, mais également à contribuer à son accroissement. Elle multiplie des initiatives inclusives avec l'appui des partenaires techniques et financiers comme la Banque Mondiale, le Fonds d'investissement pour le climat... ».

Rosalie Matondo a évoqué l'exigence de transparence et d'équité dans les mécanismes financiers qui doivent être, selon elle, orientés vers les communautés locales et autochtones. « Les appuis en faveur de la sauvegarde des écosystèmes doivent impliquer en premier lieu les CLPA qui déjà naturellement sont inscrites dans la gestion durable. Par extension, les compétences locales doivent être mises en avant dans le combat climatique », a-t-elle insisté. Ces éditions devront contribuer à renforcer la coopération Sud-Sud, le partage des expériences de terrain et l'orientation des mécanismes financiers adaptés aux réalités.



La ministre intervenant par visioconférence/DR

Globalement, la République du Congo, représentée au plus haut niveau lors de la Cop30 à Belém, entend réaffirmer son rôle de pays forestier du Bassin du Congo et son engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique. Le pays a mis en avant les réformes adoptées pour renforcer la gouvernance forestière, notamment la loi 33-2020 qui promeut la gestion durable des forêts, l'afforestation, le reboisement, la mise en œuvre du REDD+ et la création d'aires protégées et d'OECM (autres mesures de conservation efficaces basées sur la zone). Le pays a également présenté les actions menées dans le cadre de sa vision de développement durable, soutenue par le Plan national de développement 2022-2026 et la Vision Congo vert 2030.

Ces assises internationales ont offert au Congo une plateforme pour partager ses bonnes pratiques en matière de surveillance du couvert forestier, de conservation de la biodiversité et d'implication des CLPA dans la gestion des écosystèmes.

**Fiacre Kombo**



G20 À JOHANNESBURG

# L’Afrique au centre, les États-Unis absents

Malgré l’absence des États-Unis, le continent impose ses priorités et renforce la voix du Sud global. Le sommet du G20 confirme le rôle stratégique du Sud global dans l’économie mondiale.

Ce Sommet restera comme un événement paradoxal : un moment historique pour le continent mais marqué par l’absence des États-Unis pourtant appelés à prendre la présidence tournante du forum. Si cette omission a occupé les esprits, l’enjeu réel est ailleurs : qu’a obtenu l’Afrique – et plus largement le Sud global – de cette séquence diplomatique inédite ?

L’Afrique reprend le contrôle de l’agenda mondial

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa a insisté sur un point : la présidence sud-africaine a réussi à « placer la croissance et le développement de l’Afrique au centre du G20 ». Cela représente une rupture. Historiquement, l’Afrique était surtout mentionnée dans les annexes, souvent sous l’angle de l’aide ou de la vulnérabilité. Cette fois, l’agenda a intégré les infrastructures stratégiques, une réforme partielle du financement multilatéral, le soutien à la Zone de libre-échange conti-

nentale africaine (ZLECAF) et un engagement à aligner les investissements du G20 sur les besoins industriels africains. Pour les diplomates africains, c’est déjà un gain majeur : un cadre politique, non plus caritatif, mais économique.

G20 en Afrique : symbole et puissance

Pour la première fois, le Sommet des dirigeants s’est tenu sur le continent africain. Même si certains y voient un acte symbolique, ce symbole compte. Il signifie notamment que l’Afrique n’est plus un “acteur invité” ; le continent exige d’être acteur structurant dans la gouvernance économique mondiale. Le G20 reconnaît son poids démographique (1,4 milliard d’habitants) mais aussi son potentiel économique (marché le plus dynamique du XXI<sup>e</sup> siècle selon la Banque mondiale). Johannesburg a donné au Sud global une tribune politique unique, confirmant la trajectoire initiée par l’Indonésie, l’Inde et le Brésil : une diploma-

tie multipolaire, plus inclusive, moins centrée sur les priorités occidentales.

La stabilité africaine au cœur du G20

La déclaration finale, parfois décrite comme un compromis minimaliste, contient néanmoins plusieurs passages essentiels pour l’Afrique : engagement pour la paix au Soudan, soutien à une stabilisation durable en RDC, réaffirmation de la nécessité d’un règlement juste au Moyen-Orient, mention explicite de la crise ukrainienne mais dans des termes compatibles avec un positionnement multipolaire. Ces engagements ne résolvent pas les conflits mais ils confirment que les crises africaines ne sont plus reléguées au second plan des priorités internationales.

Le Sud global se fait entendre

Le sommet a aussi montré que le Sud global n’est plus une abstraction, mais un acteur cohérent, articulé autour de prio-

rités pour le développement, d’un agenda industriel commun et d’une vision multipolaire du monde. L’Afrique du Sud s’est clairement inscrite dans la lignée diplomatique de l’Inde (G20 2023) et du Brésil (G20 2024). Pour la première fois, un continuum sud-sud s’est exprimé à l’intérieur même du G20.

Les États-Unis absents, l’Afrique en lumière

L’absence américaine a évidemment fragilisé la solennité de la passation. Mais paradoxalement, elle a permis au Sud global de montrer son autonomie, de se structurer sans tutelle occidentale et d’accélérer la réflexion sur une gouvernance mondiale plus inclusive. Plusieurs diplomates africains confient en privé qu’une présence américaine trop dominante aurait « écrasé » certaines propositions africaines. L’absence de Washington a ouvert de l’espace politique.

G20 : Les ambitions africaines restées inachevées

Tout n’est pas victoire. Le continent n’a pas obtenu d’engagement massif sur l’allègement de la dette, pas de plan structurant sur les chaînes de valeur africaines ni un mécanisme clair de transfert technologique. Le G20 reste un forum où l’Afrique négocie en position de faiblesse – mais une faiblesse désormais assumée, organisée, articulée.

Un pas stratégique, pas une révolution

Ce G20 n’a pas transformé l’Afrique mais il a modifié sa place dans le concert des nations. La présidence sud-africaine a offert une visibilité inédite, inscrit l’Afrique dans le centre des discussions stratégiques et consolidé la montée en puissance du Sud global. Ce que l’Afrique en tire, finalement, est simple : une entrée durable dans la diplomatie des grandes puissances. Le reste dépendra de sa capacité à maintenir cette pression lors des prochaines présidences - y compris celle, très incertaine, des États-Unis.

Noël Ndong

AFRIQUE

## L’Algérie accueille une conférence sur les crimes du colonialisme

Alger, capitale de l’Algérie, va abriter, les 30 novembre et le 1er décembre, une conférence internationale consacrée aux crimes du colonialisme en Afrique sur le thème, « Justice pour les Africains et les personnes d’ascendance africaine à travers les réparations ».

La conférence s’inscrit dans le sillage de la décision 903 (XXXVIII) adoptée en février dernier par l’Union africaine. Cette résolution avait entériné la proposition du président Abdelmadjid Tebboune d’offrir à l’Afrique une plateforme dédiée au thème de l’année 2025.

« Cette initiative s’inscrit dans la tradition historique de l’Algérie, qui a payé un lourd tribut au colonialisme et qui demeure profondément engagée dans la défense de la dignité, de la mémoire et des droits des peuples africains », indique le document de l’ambassade d’Algérie en République du Congo.

Pour Alger, l’initiative revêt une portée symbolique forte. Le pays, marqué par une histoire coloniale particulièrement violente, ne

cesse de rappeler que la mémoire, la reconnaissance et la réparation constituent des fondements essentiels d’un avenir africain affranchi des séquelles du passé.

Sous l’impulsion du président Tebboune, l’Algérie entend contribuer à structurer une approche continentale ambitieuse : faire reconnaître le colonialisme, l’esclavage, la ségrégation raciale et l’apartheid comme des crimes contre l’humanité, conformément aux lignes directrices de l’Union africaine.

L’événement réunira ministres, juristes, historiens, universitaires et experts venus d’Afrique, des Caraïbes et d’ailleurs, afin de définir une position commune sur les réparations, la restitution du patrimoine et la

préservation de la mémoire collective.

Les travaux aborderont les dimensions humaines, culturelles, économiques, environnementales et juridiques des crimes coloniaux, en mettant l’accent sur les traumatismes intergénérationnels, la spoliation et la destruction du patrimoine culturel africain, l’exploitation des ressources et les modèles économiques inéquitables hérités du colonialisme, les impacts environnementaux y compris les essais nucléaires réalisés sur des populations africaines, ainsi que les voies juridiques permettant de renforcer la criminalisation du colonialisme et d’établir un mécanisme concrets de réparation.

Vers une « Déclaration d’Alger »

La conférence devrait aboutir à l’adoption de la « Déclaration d’Alger », un document de référence continentale destiné à guider les futures actions africaines en matière de justice historique. Cette déclaration sera soumise lors du Sommet de l’Union africaine de février 2026.

« A travers cette initiative, l’Algérie réaffirme son rôle moteur et sa contribution déterminante au sein du continent, en soutenant les aspirations africaines à la justice, à la réparation, à la souveraineté mémorielle et à la consolidation d’une identité historique commune fondée sur la dignité et les valeurs de justice », selon l’ambassade d’Algérie au Congo.

La « Déclaration d’Alger »

devrait servir de référence commune pour la codification des crimes coloniaux, l’affirmation de leurs impacts sur les sociétés africaines et la définition d’une stratégie partagée en matière de justice et de réparations.

En accueillant cette conférence, l’Algérie réaffirme sa volonté d’assumer un rôle moteur dans la défense de la mémoire africaine et la construction d’un projet continental de justice. Le pays ambitionne de contribuer à une architecture africaine solide et durable, où la reconnaissance des crimes coloniaux ne serait plus un simple débat historique, mais un levier politique, symbolique et juridique pour restaurer dignité, souveraineté mémorielle et cohésion continentale.

Yvette Reine Boro Nzaba





### ANNONCE : RECRUTEMENT ANIMATEUR(TRICE) COMMUNAUTAIRE Référence : WWF-ACPPB2-RoC

Dans le respect de ses valeurs : le courage, la collaboration, le respect et l'intégrité, le WWF recherche pour son bureau en République du Congo, un(e) animateur(trice) communautaire, dynamique et engagé(e) dans le cadre du Projet PPB, axé sur la conservation pilotée par les communautés, pour son bureau en République du Congo.

**Principales fonctions :** Un(e) animateur(trice) communautaire – Conservation pilotée par les communautés appuiera le projet dans le suivi, l'encadrement et l'accompagnement de la mise en œuvre des différents plans d'action au quotidien sur le terrain (villages). Il/Elle participera à la collecte des données pour le suivi-évaluation des activités, assistera la plateforme et les comités villageois de Messok Dja dans l'exécution de leurs activités en lien avec le projet PPB, et apportera un appui à tout autre projet WWF mis en œuvre par le projet ETIC. Il/Elle soutiendra également l'Assistante Chef de Projet PPB Chargée des PAs et du Genre – Conservation pilotée par les communautés dans l'exécution de ses principales tâches

**Composition du dossier :** Envoyez votre candidature (CV et lettre de motivation) à l'adresse suivante : applications@wwfcog.org (En précisant en objet Réf : WWF-ACPPB2-RoC)

**Date limite de candidature :** le 05 décembre 2025.

Le WWF est un employeur qui respecte l'égalité des chances et s'engage à promouvoir la diversité au sein de son personnel.

Pour plus de détails, veuillez consulter l'offre sur notre page Facebook WWF Congo



### ANNONCE : RECRUTEMENT REFERENT(E) LOCAL(E) DES POPULATIONS AUTOCHTONES Référence : WWF-RLPPB-RoC

Dans le respect de ses valeurs : le courage, la collaboration, le respect et l'intégrité, le WWF recherche pour son bureau en République du Congo, un(e) Référent(e) local(e) des Populations Autochtones, dynamique et engagé(e) dans le cadre du Projet PPB, axé sur la conservation pilotée par les communautés, pour son bureau en République du Congo.

**Principales fonctions :** Le/la Référent(e) local(e) des PAs a pour mission de faciliter l'engagement des populations autochtones dans les activités du projet PPB, de promouvoir le dialogue avec ces populations, de soutenir les initiatives des organisations communautaires autochtones et de favoriser la communication entre les parties prenantes du projet. Il/Elle appuiera l'Assistante Chef de Projet PPB et Chargée des PAs et du Genre dans l'exécution de ses tâches.

**Composition du dossier :** Envoyez votre candidature (CV et lettre de motivation) à l'adresse suivante : applications@wwfcog.org (En précisant en objet Réf : WWF-RLPPB-RoC)

**Date limite de candidature :** le 05 décembre 2025.

Le WWF est un employeur qui respecte l'égalité des chances et s'engage à promouvoir la diversité au sein de son personnel.

Pour plus de détails, veuillez consulter l'offre sur notre page Facebook WWF Congo.



### COMMISSION GENERALE DE PASSATION DES MARCHES N°1 Décision N°024 GR 2025 du 24 janvier 2025

#### Appel d'offres régional ouvert n°146/BEAC/SG-DPMG/AORO/Bien/2025 pour la fourniture, l'installation et la mise en service de trois (3) nacelles destinées à l'entretien et au nettoyage des façades de l'immeuble Siège de la BEAC à Yaoundé

Dans le cadre de sa politique de gestion de son patrimoine, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage, sur ressources propres, la fourniture, l'installation et la mise en service de trois (3) nacelles destinées à l'entretien et au nettoyage des façades de l'immeuble abritant son Siège à Yaoundé.

A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°05/24/CEMAC UMAC CM portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres rédigé en français peut être consulté gratuitement, acheté et retiré dans toutes les Directions Nationales de la BEAC et aux Services Centraux à l'adresse indiquée ci-dessous.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX  
Direction Générale de l'Exploitation – DGAM, 14<sup>ème</sup> étage, porte 1412  
☎ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun  
☎ : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452, 5404, 5402 ou 5403  
☎ : (+237) 222 23 33 29  
✉ : egam\_scv@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA**. Le paiement devra être effectué exclusivement par virement bancaire en faveur des Services Centraux de la BEAC, à l'exception du Bureau de Paris.

#### Virement zone CEMAC :

RIB Services Centraux : 91001 00090 20000009901 07

Objet : frais de soumission appel d'offres n°{à renseigner par le soumissionnaire}

Une visite du site obligatoire sera organisée le **mercredi 26 novembre 2025 à 11 heures** pour les entreprises s'étant acquittées des frais de soumission. Elle permettra aux soumissionnaires de réaliser des relevés précis et de faire des propositions éventuelles visant à améliorer ou compléter les clauses techniques.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DMO et d'un montant forfaitaire d'un **million (1 000 000) FCFA**, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le **jeudi 18 décembre 2025 à 12 heures précises**. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE – SERVICES CENTRAUX  
BUREAU D'ORDRE 15<sup>ème</sup> étage, porte 15.01  
☎ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes en **une phase** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis administratifs, techniques et financiers seront ouverts le **jeudi 18 décembre 2025 à 13 heures**. Ces ouvertures se tiendront en présence des représentants des soumissionnaires **dûment mandatés** par un document écrit signé du dirigeant de l'entreprise, qui souhaiteraient assister à la séance d'ouverture.

Le Responsable, 22 NOV 2025





## JOURNÉE MONDIALE DE LA PRÉMATURITÉ

## Un engagement renouvelé pour la protection des nouveau-nés

À l'occasion de la Journée mondiale de la prématurité, un congrès national a réuni à Kinshasa, dans les locaux de l'Institut national des arts, l'ensemble des professionnels de santé œuvrant dans le domaine de la néonatalogie. Objectif : partager les avancées, identifier les défis et renforcer les stratégies de prise en charge des nouveau-nés prématurés en République démocratique du Congo (RDC).

Prenant la parole lors de cette rencontre, le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, a rappelé que la santé maternelle et infantile figure parmi les priorités du gouvernement. Il a souligné que la prématurité représente l'une des principales causes de mortalité infantile dans le pays.

Les premiers jours de vie étant déterminants pour le développement futur de l'enfant, une prise en charge inadéquate peut compromettre de manière irréversible ses capacités physiques et cognitives. Le ministre a également rappelé que, depuis son accession à la magistrature suprême, le chef de l'État a constamment affirmé que la santé devait être une priorité nationale.

Cette vision s'est matérialisée par plusieurs réformes et initiatives, à savoir la levée des barrières financières à l'accès aux soins maternels. Les femmes, quel que soit leur sta-



Le ministre de la Santé, Dr Roger Kamba

tut socio-économique, doivent pouvoir être prises en charge sans crainte d'abandon faute de moyens.

La création d'une taxe de 2 % sur les produits importés (hors aliments et produits agricoles) dédiée au financement du système de santé, permettant notamment l'acquisition d'équipements essentiels (couveuses, dispositifs d'assistance respiratoire, etc.). La mise en place prochaine de l'assurance maladie obligatoire, validée en conseil des ministres, pour garantir à chaque Congolais une couverture sanitaire digne. Il y a également le déploiement de centres de simulation médicale pour renforcer les compétences pratiques des soignants et formation spécialisée au Maroc pour les sages-femmes et autres professionnels engagés dans la lutte contre la mortalité maternelle et néonatale. Le ministre a, par ailleurs,

salué la création de la Société congolaise de néonatalogie, qui jouera un rôle central dans la formation continue, la recherche et l'alignement des pratiques nationales sur les standards internationaux. Malgré les progrès réalisés, le pays reste confronté à une espérance de vie inférieure à la moyenne africaine (60 ans contre 63 ans) et à des taux élevés de mortalité maternelle et infantile. Pour y remédier, le ministre appelle à un engagement collectif : « *La santé ne doit pas être un privilège, mais un droit. Chaque Congolais, riche ou pauvre, doit pouvoir être soigné dignement. Notre responsabilité est de bâtir aujourd'hui un système de santé accessible, efficace et équitable pour tous.* » Le congrès sur la néonatalogie entend définir un modèle national adapté aux réalités congolaises pour la prise en charge des prématurés.

Blandine Lusimana

## KWANGO

## Des sanctions exemplaires exigées contre des agresseurs d'un journaliste

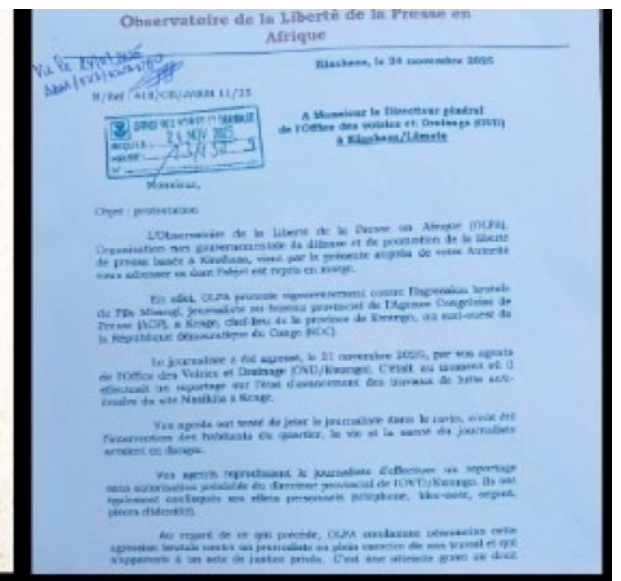
L'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (OLPA), qui a fustigé ces actes, a prié la hiérarchie de l'entreprise publique dont les agents ont été cités dans cette affaire, de diligenter une enquête, afin d'identifier les auteurs de cet acte et qu'ils subissent des sanctions exemplaires.

Dans une correspondance du 24 novembre 2025 adressée au directeur général de l'Office des voiries et drainage (OVD), l'Organisation non gouvernementale de défense et de promotion de la liberté de presse basée à Kinshasa, l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (OLPA) a protesté contre l'agression brutale de Fils Mbangi, journaliste au bureau provincial de l'Agence congolaise de presse (ACP), à Kenge, chef-lieu de la province de Kwango. L'OLPA a exigé des sanctions exemplaires contre plusieurs agents de cette entreprise publique, auteurs de ces actes décriés. "L'OLPA proteste vigoureusement contre l'agression brutale de Fils Mbangi, journaliste au bureau pro-

vincial de l'Agence congolaise de Presse (ACP), à Kenge, chef-lieu de la province de Kwango, à l'ouest de la République démocratique du Congo (RDC)», a indiqué cette organisation dans sa correspondance.

Et d'expliquer : « Vos agents ont tenté de jeter le journaliste dans le ravin, n'eût été l'intervention des habitants du quartier, la vie et la santé du journaliste seraient en danger ».

L'OLPA a également indiqué que ces agents de l'OVD, qui ont également confisqué les effets personnels de ce professionnel des médias (téléphone, bloc-note, argent, pièces d'identité), lui ont reproché d'effectuer un reportage sans autorisation préalable du directeur provincial de cette entreprise.



Le journaliste agressé et la lettre de protestation écrite par l'OLPA

« *Le journaliste a été agressé, le 21 novembre 2025, par vos agents de l'Office des voiries et drainage (OVD/Kwango). C'était au moment où il effectuait un reportage sur l'état d'avancement des travaux de lutte anti-érosive du site Masikita à Kenge* », a sou-

ligné cette organisation. Tout en condamnant « cette agression brutale contre un journaliste en plein exercice de son travail et qui s'apparente à un acte de justice privée », l'OLPA a noté que « c'est une atteinte grave au droit d'informer et d'être informé garantie par la législation congolaise et

les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Il a prié la hiérarchie de cette entreprise publique de diligenter une enquête, afin d'identifier les auteurs de cet acte et qu'ils subissent des sanctions exemplaires.

Lucien Dianzenza



## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora

**Ligue 2, 15e journée**

Nancy s'incline à Saint-Etienne (1-2). Nehemiah Fernandez était titulaire sur la gauche de la défense lorraine. Blessé, Faitout Maouassa n'était pas dans le groupe.

Amiens chute face à Guingamp (1-2). Titulaire, Yvan Ikia Dimi a été averti et remplacé à la 62e.

Pas de vainqueur entre le Red Star et Clermont (2-2). Sans Josué Escartin, resté sur le banc, ni Allan Ackra, blessé.

Loris Mouyokolo est resté sur le banc lors du revers de Grenoble à Boulogne (1-3).

Match nul entre Rodez et Dunkerque (1-1). Raphaël Lipinski était titulaire, contrairement à Loni Laurent Quenabio, absent de la feuille de match.

Dans les rangs nordistes, Victor Mayela était aligné en défense centrale, alors que Lenny Dziki Loussilaho est resté sur le banc.



Premier but de la saison pour Ryan Bidounga qui offre la victoire au Lokomotiv à Varna (DR)

**Albanie, 12e journée, 1re division**

Archange Bintsouka est entré à la 81e lors du match nul concédé par le Partizani face à Vllaznia (1-1).

Allemagne, 13e journée, 2e division

Nuremberg bat l'Arminia Bielefeld 2-0. Sans Noah Le Bret Maboulou, encore convalescent. Autriche, 14e journée, 1e division

Le Lask Linz s'impose 3-1 à Sturm Graz. Sans Queyrell Tchicamboud, non retenu.

Belgique, 15e journée, 1re journée

Le RAAL La Louvière abandonne les trois points face à Anderlecht (0-1). Remplaçant, Alexis Beka Beka est entré à la 62e, à 0-0.

Le promu est 11e avec 17 points.

République tchèque, 16e journée, 1re division

Jablonec partage les points avec le Victoria Plzen (3-3). Sans Beni Makouana, qui n'est pas encore qualifié pour des raisons administratives.

Roumanie, 14e journée, 2e division Sur un champ de patates, Sepsi prend un point à Afumati (2-2). Titulaire, Mavis Tchibota a tenté, à l'image de son tir enroulé, sauvé par le gardien adverse (18e).

A la 47e, c'est lui qui initie l'action de l'ouverture du score de Matei.

Bien lancé, dans l'axe, à la 68e, il manque son face-à-face et le 3-0. Dans la minute suivante, les locaux réduisent l'écart avant d'arracher le nul à la 72e (2-2).

Candidat à la montée, Sepsi est 4e avec 9 points de retard sur le premier.

Russie, 16e journée, 1re division Le Lokomotiv Moscou est tenu

en échec par Krasnodar (1-1) et reste au pied du podium avec 1 point de retard sur le 3e et 4 sur son adversaire du week-end.

Revenu au club après un prêt en Belgique, Mark Mampassi soigne une blessure aux adducteurs. Le défenseur né en Ukraine n'a pas été inscrit pour les compétitions par la formation moscovite.

Russie, 20e journée, 2e division Erving Botaka-Yoboma, titulaire, et Tula concèdent le nul 1-1 face à Novorossiysk.

Match nul à domicile face au Rodina Moscou pour le Yenisey (0-0). Avec Emmerson Illoy-Ayyet titulaire dans l'axe.

L'Arsenal Tula est 9e avec 27 points, devant le Yenisey, 12e avec 22 points.

Serbie, 16e journée, 1re division Prestige Mboundou est resté sur le banc lors du match nul du TSC Topola Backa chez le Radnicki Nis (1-1). Le TSC est 13e sur 16. Slovénie, 17e journée, 2e division John-Céleste Makoumbou n'était pas convoqué dans le groupe du Tabor Cezana, vainqueur 3-0 à Krka.

**Italie, 12e journée, 1re division** Cremonense est battu à la maison par la Roma (1-3). Titulaire devant la défense, Warren Bondo a été averti à la 82e.

Italie, 15e journée, 3e division, groupe C

La réserve de l'Atalanta Bergame fait match nul 2-2 à Cavese. Remplaçant, Digne Pouna est entré à la 78e.

Kosovo, 14e journée, 1re division Drita l'emporte à Pristina 2-0. Avec Raddy Ovouka titulaire.

Llapi prend les trois points à

Balkani (2-4). Sans Bienvenu Elenga, pas encore apparu depuis son arrivée cet été.

Malte, 12e journée, 1re division Floriana bat Marsaxlokk 2-1. Titulaire en pointe, Juhvel Tsoumou provoque, au premier poteau, sur corner, le but contre son camp de Lopez pour le 1-1. Christoffer Mafoumbi, exclu lors de la 11e journée, était suspendu face à son ancien club.

Pays-Bas, 13e journée, 1re division

Nimègue prend les 3 points à Feyenoord (4-2). Remplaçant, Brayann Pereira est entré à la 86e.

Pays-Bas, 16e journée, 2e division

Lors de la réception d'Almere City, Kévin Monziano a encore été déterminant dans la victoire de Den Bosch (2-5). Sur l'ouverture du score, l'international congolais combine avec Fortes et centre fort devant le but : le gardien se troue et De Groot marque au second poteau (16e). A la 69e, alors que les visiteurs menaient 2-1, il obtient et transforme le penalty du 2-2.

Son 10e but de la saison en 16 matches

Pologne, 16e journée, 1re division Gabriel Charpentier n'était pas dans le groupe de Cracovie, battu à domicile par le Motor Lublin (1-2).

Depuis son arrivée le 8 septembre, l'avant-centre congolais n'a joué qu'une rencontre, avec la réserve, en 3e division polonaise.

**Belgique, 14e journée, 3e division, groupe ACFF**

Namur l'emporte largement à Staoekay-Warfusée (4-0). Sans Yannick Loemba, absent pour 1 quatrième match de rang.

Bulgarie, 16e journée, 1re division

Le Lokomotiv Sofia prend les trois points chez le Chernomorets Varna (1-0). Titulaire, Ryan Bidounga est sanctionné d'une main offensive qui conduit l'arbitre à annuler le but de Rodney (14e).

Cinq minutes plus tard, l'international congolais s'infiltrer entre trois défenseurs adverses et marque d'un tir du gauche sous la barre. Son premier but de la saison.

Averti à la 45e+5, le natif de Ramboillet a joué toute la rencontre. Messie Biatoumoussoka, lui, est resté sur le banc.

Le Lokomotiv est 8e avec 19 points.

Chypre, 11e journée, 1re division Remplaçant, Jérémie Gnali est entré à la 73e lors du net succès de l'AEK Larnaka chez l'Olympiakos Nicosie (4-1).

Mons Bassouamina n'est pas entré en jeu lors du succès de Pafos face à l'Aris (2-1).

L'ancien Clermontois n'a pas encore débuté le moindre match cette saison en championnat et compte seulement 5 apparitions pour 2 passes décisives.

Croatie, 11e journée, 1re division Rijeka corrige le leader, le Hadrjak Split 5-0. Remplaçant, Merveil Ndockyt est entré à la 75e, à 4-0. Avec 17 points, le champion en titre est seulement 7e sur 10, à 12 points de son adversaire du jour.

Espagne, 15e journée, 2e division

Le Cultural Leonesa l'emporte 2-1 à Cadix. Titulaire, Jordi Mboula a donné le premier but à Barzic sur corner (21e). La première passe décisive de la saison de l'Hispano-Congolais, remplacé à la 61e.

Gijón s'incline à Huesca (1-2). Yann Kembo est resté sur le banc, tandis que Pierre Mbemba était à nouveau absent. L'ancien Stéphanois n'était pas non plus aligné avec la réserve, pas plus que Fred Loki.

Espagne, 12e journée, 4e division, groupe 2

Irun prend un point chez la réserve du Desportivo Alaves (1-1). Sans Corentin Louakima, resté sur le banc.

Géorgie, 33e journée, 1re division

Dila Gori s'impose 2-1 chez le Dinamo Batumi et poursuit son mano à mano avec Iberia 1999. Les deux équipes sont à égalité de points (71 points), mais l'équipe de Bassinga et Etou est devancée à la différence de buts (24 contre 30).

Déo Gracias Bassinga est entré à la 74e, tandis que Romaric Etou n'est pas entré en jeu.

Il reste trois journées à Dila Gori pour essayer de remporter un deuxième titre. Et tenter de faire le doubler avec la finale de la Coupe, le 10 décembre, face à Iberia 1999.

Hongrie, 14e journée, 1re division Győr est battu à domicile par Zalaegerszeg (1-0). Sans Senna Miangué, resté sur le banc.

**Camille Delourme**



## COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

## AS Otohô doit se relancer

Ayant mal entamé la phase de poules, l'Association sportive Otohô n'a pas droit à l'erreur le 29 novembre à domicile face à CR Belouizdad pour se relancer dans la course à la qualification pour le prochain tour de la Coupe africaine de la confédération.

Le représentant congolais a mal débuté la compétition en s'inclinant le 23 novembre en Afrique du Sud 0-1 devant Stellebosch en match comptant pour la première journée. Une défaite cruelle pour avoir concédé le but d'Ashley Cupidon à la 90e minute+3.

L'As Otohô recevra le samedi 29 novembre au stade Alphonse-Massamba-Débat les Algériens de CR Belouizdad, leader du groupe C après sa victoire sur les Tanzaniens de Singuida Black stars (2-0). Le représentant congolais, déjà distancé de trois points par son futur adversaire et Stellebosch, doit l'emporter pour se mettre au diapason de son adversaire et garder intactes ses chances de qualification pour les quarts de finale, en attendant le match de la troisième journée contre Singuida Black stars programmé pour le 25 janvier 2026.

Dans le groupe A, USM d'Alger a pris le meilleur sur San Pedro 3-2 et OC Safi a surpris Djoliba AC à domicile (1-0). Quant au groupe B, le WAC a dominé Nairobi United 3-0 et Maniema Union a eu raison de Azam 2-0. Dans le groupe D, Al Masry a battu Kaizer Chiefs 2-1 et Zamelek l'a emporté devant Zesco United 1-0.

James Golden Eloué



L'AS Otohô s'incline dans les ultimes secondes du match/DR

## FOOTBALL

## Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora

Allemagne, 11e journée, 1re division

Après trois défaites consécutives, Augsburg s'impose 1-0 face à Hambourg. Christian Matsima était titulaire, comme Han Noah Massengo, remplacé à la 73e.

Angleterre, 12e journée, 1re division

Sans Dilane Bakwa, blessé, Nottingham Forest s'impose à Anfield 3-0 et inflige à Liverpool sa sixième défaite lors des sept dernières journées.

Angleterre, 17e journée, 3e division

Quatrième match hors du groupe pour Christ Makosso. Sans lui, Luton coule à Barnsley (0-5).

Angleterre, 17e journée, 4e division

Bromley bat Salford 2-0 avec un but de William Hondermarck. Titulaire pour le quatrième match de rang, l'international congolais a doublé la mise à la 32e d'une volée du droit en pivot.

Son premier but de la saison.

Loick Ayina, lui, n'était pas dans le groupe.

Azerbaïdjan, 12e journée, 1re division

Premier but dans le championnat azerbaidjanais pour Simon Nsana : entré à la 69e, alors que son équipe était menée 1-3



Auteur de son premier but de la saison, William Hondermarck est félicité par ses coéquipiers (DR)

et réduit à dix, l'ancien Nantais a réduit l'écart d'une belle frappe enroulée et placée dans le petit filet opposé. Mais son Sumgayit, qui a manqué un penalty à la 77e, s'incline 2-4 face à Qarabag.

Défaite également pour Domi Massoumou et Qabala, soumis à Zira (0-1). L'attaquant congolais a subi une faute à la

27e, mais Sangaré rate le penalty accordé après consultation du VAR. Remplacé à la 88e.

Sumgayit est 5e avec 20 points, alors que Qabala n'est compte que 5. Le promu est 11e et avant-dernier.

Ligue 1, 13e journée

Lille bat le Paris FC 4-2. Sans Nhoa Sangui, blessé aux ischio-jambiers.

Brest soumet Metz 3-2. Sans Bradley Locko, touché à la cuisse.

Nantes est tenu en échec par Lorient (1-1). Titulaire en défense centrale, Tyle Tati a livré un correct, sans briller, ni se trouver.

Devant lui, Junior Mwanga s'est montré actif défensivement, mais peu efficace dans son utilisation du cuir.

Angers s'impose 1-0 à Toulouse. Sans Melvin Zinga, laissé à disposition de la réserve, battue par son homologue du FC Nantes. Auxerre partage les points avec Lyon (0-0). Rudy Matondo était titulaire au poste de relayer droit et a disputé toute la rencontre.

Il s'agit de la deuxième titularisation de la saison pour le milieu de terrain de 17 ans, la seconde de rang.

Son frère aîné, Rabby Nzingoula, était lui sur le banc au coup d'envoi du déplacement de Strasbourg à Lens (0-1). Entré à la 81e, alors que les Alsaciens étaient menés au score et réduits à dix. Marseille s'impose à Nice 5-1. Brad-Hamilton Mantsounga n'était pas dans le groupe niçois tandis que Darryl Bakola est resté sur le banc.

Camille Delourme



CUVETTE-OUEST. EWO

# Promesse d’électrification tenue

La ville d’Ewo, chef-lieu du département de la Cuvette-Ouest, est désormais connectée au réseau électrique national.

La mise en service du poste de desserte, le 25 novembre, par le président de la République Denis Sassou N’Guesso a été couplée à l’inauguration de la route départementale reliant Ewo à Boudji dans le département de la Cuvette sur 76 km.

Considérée comme l’un des départements les plus enclavés, la Cuvette-Ouest a bénéficié du programme gouvernemental de municipalisation accélérée en 2011 amorçant ainsi sa dotation en infrastructures de base.

À côté des voiries urbaines et de la modernisation des structures d’accueil des institutions préfectorales à Ewo, l’électricité et la route constituaient d’immenses défis pour les pouvoirs publics dans cette partie du pays.

S’agissant de la route Boudji-Ewo, les travaux confiés à la société Andrade Gutierrez s’étaient arrêtés en 2017 sur 60 km faute de financement. En 2022 à la suite de la résiliation du contrat avec Andrade, la société Stecol Corporation a pris la relève sur appel d’offres pour achever le restant du tronçon livré ce jour.

Pour l’essentiel, depuis 2011, la municipalisation accélérée a eu



Le chef de l’Etat et les officiels après la mise en service du poste de desserte d’Ewo/DR

un effet d’entraînement sur l’activité de la population.

Le préfet Baron Frédéric Bozock a rappelé combien a été difficile la circulation des personnes et des biens dans le département il y a quelques années et combien la construction de la route Boudji-Ewo puis la connexion au réseau électrique national sont un grand soulagement pour la popu-

lation. Il a souhaité l’extension de la connexion à l’ensemble de la Cuvette-Ouest et la poursuite de son désenclavement.

« Nos réseaux routier et électrique sont en construction continue », a déclaré pour sa part le ministre de l’Aménagement du territoire, des Infrastructures et des Grands travaux, Jean-Jacques Bouya, satisfait de la mise en œuvre par

le gouvernement de son programme de dotation du pays en infrastructures structurantes.

« Elle est bien là la route Boudji-Ewo couplée à la connexion électrique », a-t-il souligné appelant à la pérennisation des infrastructures dont se dote le Congo depuis plusieurs années pour ne pas tomber dans un éternel recommencement.

Comme nous l’avons observé dans les autres départements, la coupure du ruban symbolique par le président de la République a été précédée par un rituel des sages et notabilités de la Cuvette-Ouest.

L’étape d’Ewo boucle la tournée de travail du chef de l’Etat dans la partie nord du pays.

**Gankama N’Siah**

OFFRE DE SANTÉ

## Ouesso à l’identique de Sibiti, Pointe-Noire et Brazzaville

Le chef-lieu du département de la Sangha s’est doté d’un hôpital général moderne inauguré lundi 24 novembre par le président de la République Denis Sassou N’Guesso. Ouesso rejoint sur ce standard les villes de Sibiti, Pointe-Noire et Brazzaville, dotées du même type d’établissement sanitaire conformément au programme gouvernemental visant à implanter un hôpital général dans chaque chef-lieu de département.

Au cours de la cérémonie, le préfet de la Sangha, Edouard Denis Okouya, a salué un jour historique et exprimé la reconnaissance des populations de la Sangha à l’égard du chef de l’Etat au moment de la mise en service du nouvel hôpital : « Vous nous offrez un temple de vie et de santé, un message d’espoir pour les autres infrastructures prévues au bénéfice de notre département à l’instar du corridor 13 qui reliera le Congo à ses voisins de la sous-région d’Afrique centrale ».

Le ministre de la Santé et de la Population, Jean Rosaire Ibara, a déclaré célébrer « l’endurance, la patience et la persévérance » du président de la République qui ne fléchit pas sur son engagement de construire le Congo.

« En quatre ans vous avez fait construire quatre hôpitaux généraux modernes en dépit de la conjoncture économique difficile du moment, en attendant l’achèvement de deux autres très bientôt ».

Rapprocher les centres de santé de la population est une am-



Salle d’hospitalisation mère-enfant/DR

bition noble du gouvernement a-t-il indiqué, rappelant que mises bout à bout, toutes les infrastructures sanitaires déjà

bâties ou en cours de l’être contribuent à l’amélioration des conditions de vie des Congolais. L’hôpital de Ouesso compte 235

lits et sept zones opérationnelles incluant diverses prises en charge allant de la médecine générale aux spécialités. À l’en-

droit des personnels de santé Jean Rosaire Ibara a rappelé l’exigence de performance, de discipline et de responsabilité.

« Vous avez en main l’avenir de nombreux jeunes qui s’inspireront de vous comme exemple pour s’engager dans le métier ou au contraire, déçus de votre inconduite s’en éloigneront. Ne l’oubliez jamais ».

Jean Rosaire Ibara a invité les populations de la Sangha et de Ouesso « à préserver cet hôpital qui est votre bien ».

« Monsieur le Président de la République, je réitère mon vœu de vous voir poursuivre le maillage de notre pays en infrastructures de base, fondements de son développement », a conclu l’orateur.

Un rituel des notables de la Sangha a ensuite mis en relief les gestes traditionnels ancestraux en guise de sanctuarisation du site de l’hôpital. À la suite de quoi le président de la République a procédé à la coupure du ruban symbolisant l’ouverture officielle de la structure.

**G.N’S.**